

## ÉCONOMIE DU ROYAUME-UNI

# Entre sursis et urgence d'agir!

KHALID ADNANE

ANALYSE

Londres 2012 ont pris fin dimanche dernier. Cela marque le début des traditionnels bilans : performance des athlètes, organisation des Jeux et bien évidemment, leurs coûts. Mais surtout, pour les Britanniques, c'est la fin d'une trêve. Une trêve qui leur a permis de vibrer au rythme des exploits de leurs athlètes et d'oublier, le temps de quelques semaines, les difficultés économiques que leur pays traverse depuis plus d'un an, tout comme les scandales à répétition qui éclaboussent Londres, « la City », emblème de la puissance financière du pays. »

**« La City » : un lustre qui pâlit**

En effet, la « City » vit des moments difficiles depuis quelque temps. Tout a commencé avec le grand scandale de la manipulation du LIBOR (London InterBank Offered Rate), un taux interbancaire qui sert de référence, de baromètre sur le marché monétaire et qui indique le coût d'emprunt entre les banques. Entre 2006 et 2008, la Barclays, une des grandes banques britanniques, a délibérément manipulé ce taux, a plaidé coupable, accepté de payer des amendes de presque un demi-milliard de dollars et ses têtes dirigeantes ont dû démissionner.

Peu de temps après cet épisode, on apprenait d'un rapport du Sénat américain qu'une autre grande banque britannique, la HSBC, était impliquée dans des pratiques de blanchiment d'argent en lien avec des cartels de la drogue et même des groupes soupçonnés de terrorisme. A son tour, elle a dû présenter des excuses, expliquer qu'elle a failli aux règles de prudence établies par les organes de régulation. Elle a même constitué, dans son bilan, des provisions pour des éventuelles amendes ou compensations qui lui seraient imposées : environ deux

milliards de dollars. Enfin, la semaine dernière, une autre banque britannique, Standard Chartered, a fait face à des accusations aux États-Unis pour des pratiques illégales survenues entre 2001 et 2011 qui concerneraient des transactions avec l'Iran.

Certes, d'autres institutions bancaires non britanniques, comme la Deutsche Bank, Citigroup ou JP Morgan Chase sont aussi montrées du doigt. Peu importe, pour les citoyens britanniques, c'est une mince consolation. Pour le moment, ils demeurent inquiets devant leur gouvernement qui tarde à mettre en place les régulations nécessaires (et promises) pour encadrer les activités du secteur financier et éviter ses dérapages, notamment ceux des derniers mois. Mais ce qui inquiète encore plus les citoyens britanniques, c'est surtout l'état sombre de leur économie. Une économie considérée comme un modèle il n'y a pas si longtemps et qui peine aujourd'hui à redécoller.

**Une économie en panne**

Pourtant, la coalition des conservateurs et libéraux démocrates, dirigée par le premier ministre David Cameron, représentait une lueur d'espoir à son arrivée au pouvoir en mai 2010. Aux yeux d'une majorité de Britanniques, celle-ci allait redresser l'économie du pays qui traînait encore les conséquences de la crise financière de 2008, en mettant de l'ordre dans les finances publiques et en relançant l'emploi et la croissance économique, anémiques jusque-là.

Deux ans après, les résultats sont pour le moins décevants. Les finances publiques demeurent sous haute tension avec un déficit budgétaire supérieur à 8 pour cent du PIB, et les statistiques macro-économiques, dévoilées il y a un mois à peine, montrent que le pays s'enfonçait davantage dans la récession : le PIB enregistrant un recul pour un troisième trimestre d'affilée : -0,7 pour cent (-0,3 pour cent et -0,4 pour cent pour les deux premiers). Les optimistes — du côté



ASSOCIATED PRESS, SANG TAN

La banque Standard Chartered de Londres a récemment fait face à des accusations aux États-Unis pour des pratiques illégales.

gouvernemental en particulier — pourront toujours expliquer cette dégradation de la production intérieure par le jour férié supplémentaire accordé pour le jubilé de la Reine ou encore par le mauvais temps qui aurait ralenti le secteur de la construction. Mais les réalistes — du côté des analystes et investisseurs surtout — y voient plutôt des malaises plus profonds dont souffrait l'économie britannique même avant cet été.

Le plus significatif de ces malaises serait le programme d'austérité mis de l'avant par le gouvernement Cameron : coupes budgétaires, réduction des effectifs, hausses de taxes, toutes des mesures qui ont eu des impacts majeurs sur l'emploi dans le secteur public ainsi que sur la consommation privée. Le FMI n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion de le souligner dans un rapport publié au mois de juillet dernier, où il exhorte le gouvernement de M. Cameron à assouplir son programme d'austérité, à encourager des investissements publics et à déployer davantage ses instruments de politique

monétaire (Source : FMI, Country Report N° 12/190).

Pour sa part, le secteur de l'exportation souffre de la crise dans la zone euro, destination de choix pour les produits britanniques : environ 50 pour cent de l'ensemble des exportations sont destinées aux pays de cette zone (Source : OMC / Trade Profiles). Enfin, le chômage demeure élevé à environ 8 pour cent (chez les jeunes : 21 pour cent) et même s'il a reculé cet été, il ne faut pas se leurrer : les emplois créés sont pour la plupart liés à la présentation des Jeux olympiques et ils disparaîtront aussitôt que ceux-ci seront terminés.

**Un sursis signé Standard & Poor's**

Dans les circonstances, la décision de l'agence de notation Standard & Poor's de maintenir la note de crédit triple « A » pour le Royaume-Uni avec une perspective stable représente pour M. Cameron un cadeau inattendu. Mais ce sursis qui fait certainement le bonheur de M. Cameron,

n'est pas totalement partagé par le FMI et encore moins par les deux autres grandes agences de notation, Moody's et Fitch. Elles avaient plutôt choisi de mettre le pays sous une perspective négative et menacent même de lui retirer sa note parfaite si la situation économique et budgétaire continue de se détériorer.

En ce sens, M. Cameron et son équipe doivent être créatifs et trouver des solutions, et ce, de toute urgence. Ces solutions passeront nécessairement par des moyens qui limiteraient les effets néfastes du programme d'austérité mis en place et par des mesures qui permettraient de relancer l'économie du pays et de redonner du lustre à sa capitale financière.

En définitive, M. Cameron a plus que jamais une obligation de résultat parce que si les progrès tardent à se matérialiser, qui sait combien de temps encore durera ce sursis?

*Khalid Adnane est économiste à l'École de politique appliquée et au département d'histoire de l'Université de Sherbrooke.*

## L'art et la culture sont dans la diversité

Cette lettre est pour exprimer mon avis concernant l'art et la culture dans notre belle ville et pour répondre aussi à M. Viau qui proposait honnêtement aux créateurs de MURIRS une murale soulignant la paix.

Avec nos festivals hauts en couleur et nos quelques événements artistiques ou encore avec les nombreuses murales peintes à travers la ville, nous avons l'impression que l'art et

la culture occupent une plus grande place dans notre cité. Pour la culture, ça semble être effectivement le cas.

Pour ce qui est de l'art, il est présent, certes, mais à quel prix et pour qui? Mon point concerne surtout les magnifiques murales de MURIRS.

Je crois que leur nombre devient important et qu'il serait plus juste et plus logique de proposer d'autres types de projets à des artisans

talentueux qui sont de fiers citoyens de la ville.

Les murales sont des œuvres d'art qui sont dispendieuses, ne nous les cachons pas, et qui nécessitent des investissements importants de la part de la Ville, donc de la part des taxes que nous payons tous. Je crois que faire place à des projets comme un symposium de peinture près de la promenade du Lac-des-Nations, une

sculpture imposante érigée à un endroit symbolique de la ville ou encore une mosaïque stylisée en pierres sur la rue Wellington seraient, à mon avis, des projets qui stimuleraient à la fois les artistes de la ville, mais aussi le tourisme.

Ainsi, les sommes d'argent distribuées pour promouvoir l'art seraient plus équitables puisqu'elles encourageraient plusieurs formes d'art et

plusieurs artistes sherbrookoïses différents.

Profitons de la vitrine des Jeux du Canada pour nous démarquer et pour faire rayonner nos artistes à travers le pays.

N'oublions jamais que c'est dans la diversité que chacun peut se reconnaître et se sentir interpellé.

**Ken-Erik St-Louis**  
Sherbrooke